



Programme du Collectif des Écoles de Marseille vs

Présentation du collectif : Fin novembre 2018, des parents d'élèves indignés du manque de considération de la Ville pour ses écoles publiques se réunissaient pour créer le Collectif des écoles de Marseille. Objectif : recueillir les témoignages de toutes les écoles pour mettre la mairie face à ses responsabilités. 118 écoles, soit plus d'un quart des écoles publiques ont répondu à cet appel et ont rempli le recueil de doléances. Les résultats sont accablants. La lutte pour une école publique digne ne fait que commencer.

Pour lire le programme, c'est par ici : <http://ecoles-marseille.fr/category/programme-pour-les-ecoles/>

Légende

Marron = proposition opposée aux convictions du CeM → -1 point

Rouge = la question n'est pas traitée → 0 point

Orange = la question est soulevée mais traitée de façon flou ou insuffisante → 1 point

Vert = la question est soulevée et la solution apportée correspond aux attentes du CeM → 2 points

Rq : l'organisation des propositions des programmes est bien évidemment différente. Ainsi certains regroupent des points au sein d'une même proposition quand d'autres en font des points à part entière. Le CeM a pris soin d'aller chercher le détail de chacune des propositions afin de confronter les programmes de façon juste et équitable. Notre objectif étant de vérifier le fond et non la forme.

ÉCOLE POUR TOUS !	
#1. Scolarisation de TOUS les enfants présents sur le territoire	C'est une obligation à laquelle les services de l'Education nationale doivent veiller. La commune devra veiller à fournir les locaux.
#2. Égalité de traitement de toutes les écoles publiques sur l'ensemble du territoire en terme de moyens humains et matériels.	Cela fait partie d'une de nos priorités: Des moyens identiques pour tous avec un rééquilibrage immédiate des moyens par rapport aux quartiers dits défavorisés, politique de la ville, REP et REP+ voire davantage puisque des écoles ne sont situées dans aucune de ces zones mais en possèdent les critères (ex Siant Gabriel 13014)
#3. Accès à la santé pour tous : restauration d'un réseau de professionnels orthophonistes, psy, médecins scolaires etc.	Traité dans le cadre des EGEM, ce point fera l'objet d'une rencontre entre les services municipaux, ceux du Département et de l'Education nationale. Nous ne pouvons plus accepter une telle carence notamment sur les zones en difficultés et en besoins croissants y compris dans les quartiers dits favorisés
#4. Une campagne d'appel à candidatures pour le recrutement des DDEN (Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale) dont la mission est de veiller aux bonnes conditions de vie de tous les enfants à l'école et autour de l'école, doit être lancée.	La DSDEN devra y veiller. Nous appuierons si besoin.
BUDGET	
#5. Une Commission Écoles & Transparence doit être mise en place. Elle sera représentative des différents acteurs de l'école, indépendante, et aura pour mission de veiller à la transparence de la gestion du budget consultable par tous les habitants.	Nous lancerons les Etats Généraux des Écoles Marseillaises (EGEM) dès l'automne 2020, pour confirmer un diagnostic sur le bâti, les cantines et les aides aux fonctionnements, en associant tous les acteurs, notamment le personnel municipal qui mérite d'être écouté. D'où la mise en place du PREM et SESAT (CF. Programme) Pérennisation ? Contrôle du budget ? Actions concrètes ?
#6. La subvention accordée à l'école privée ne doit pas dépasser le minimum légal , ce à quoi veillera la commission Écoles & Transparence.	Nous respectons la loi et jamais au détriment de l'école publique.
#7. La gratuité de l'école publique doit être une réalité (pas de coopérative scolaire, pas de fourniture du matériel par les parents, sorties gratuites, etc.)	Nous essaierons d'y parvenir à terme, l'augmentation du budget de 20% est une première étape; pour les sorties et transports, nous l'avons précisée clairement.

#8. Le budget de la Caisse des écoles doit être augmenté afin de se mettre au niveau des autres grandes villes de France, de rattraper le retard accumulé et de subvenir aux besoins des écoles publiques. La composition et les missions de la Caisse des écoles devront être revues en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'école.

Augmentation du budget par élève de 20%.

Moyenne section : Initiation au goût. •Grande section: Education au tri. •Edition d'un livre à destination des CP sur l'histoire de la ville et de son patrimoine. •CE1 : Plantation de végétaux dans la cour ou sur un territoire de proximité. •CE2 : visite gratuite d'un musée marseillais durant l'année scolaire. •CM1 : Formation aux gestes de protection de l'environnement et à la protection animale. •CM2 : Education aux gestes de premiers secours
Notre rôle en la matière n'est pas de nous substituer à l'éducation nationale mais de l'accompagner au mieux dans les missions qui sont les siennes notamment dans le domaine de: -la transition écologique -du numérique
autravers du «numérique au service de l'École de la confiance» -de l'art et de la culture avec l' "Objectif 100% EAC" pour renforcer la pratique de la culture à l'école, la ville de Marseille, forte de ses structures comme de la richesse de ses artistes, va s'associer à cette volonté et développerdes actions dans chaque écoleen favorisantles partenariats avec les artistes en résidence, les théâtres, l'opéra, les structures artistiques, les Beaux Arts et l'université.

Le fonctionnement de la caisse des écoles va être revu (plusieurs options à confirmer lors des EGEM)
Quant aux projets, c'est le rôle de la commune d'être partenaire. Les EMPU et EEPU seront libres d'accepter ou non ces interventions. Par ailleurs, nous ne pensons pas que le fait de proposer, par exemple, des visites de musées gratuites ou une découverte du patrimoine et histoire de la cite, soeint intrusif (CQFD)

Caisse des écoles ?

Composition ?

Trop intrusif % projet pédagogique.

#9. Le budget alloué à l'entretien du bâti des écoles doit être augmenté afin de se mettre au niveau des autres grandes villes de France et de rattraper le retard accumulé.	Tant que les finances exactes ne sont pas connues, rien ne sert de promettre ce que nous ne pourrions peut être pas tenir. L'école, n'est pas de la démagogie.
#10. Le budget des fournitures scolaires doit être augmenté afin de garantir la gratuité réelle de l'école publique.	+ 20%, précise dans le programme
ÉCOLE DANS LE TERRITOIRE	
#11. URGENCE : Un Plan Pluriannuel d'investissement (PPI) de constructions et rénovations des écoles accompagné d'un Plan Stratégique de Patrimoine doit être établi (prospection / préemption de sites pouvant accueillir de nouvelles écoles dans les secteurs déficitaires).	C'est l'objet du PREM
#12. Une compétence municipale de gestion du territoire doit être développée pour élaborer le PPI et le Plan Stratégique de Patrimoine.	
#13. La construction d'écoles doit être planifiée en fonction de la prospective démographique.	
#14. L'autorisation des nouveaux projets immobiliers doit être conditionnée à la construction d'écoles pour accueillir les nouveaux habitants.	
#15. La sécurité routière doit être assurée aux abords des écoles : en partenariat avec les services de l'urbanisme/aménagement et personnel municipal (médiateur) - consultation des comités d'hygiène et sécurité	Sécurisation des abords avec une signalétique homogène. •Présence de médiateurs pour assurer la sécurité. •Mise en place progressive de contrôle d'accès vidéo (caméras). La piétonnisation fait partie de la signalétique. Quant à la derive sécuritaire, nous ne sommes pas concernés puisque nous parlons de sérénité et souhaitons simplement équipé le parvis de cameras comme c'est le cas devant, les colleges et les lycées de la ville. Dérive sécuritaire ? Piétonnisation ?
#16. Les secteurs d'affectation des écoles doivent être réorganisés avec les acteurs de l'école publique. L'équilibre socio - géographique sera assuré entre les écoles et la sectorisation réactualisée tous les ans.	Absolument hormis sur la réactualisation où nous pensons à une revision à mi mandate si nécessaire
#17. Les critères d'affectation des élèves et les octrois doivent être définis en toute transparence établis par la commission Écoles & Transparence.	
#18. L'égalité en matière d'accès aux équipements sportifs et culturels doit être assurée sur l'ensemble du territoire	Nous créerons une plateforme de saisie des projets artistiques, environnementaux et culturels des écoles marseillaises : elle permettra à chaque entité de percevoir une aide financière pour une ou à deux actions maximum, pour un montant total pouvant atteindre 1500 euros. Toutes les écoles soit les 470. Une commission composée de parents, IEN et ville. Mise en concurrence des établissements ? Critères ? Egalité du territoire compromise
#19. Tous les équipements municipaux culturels et sportifs doivent être mis à disposition des écoles gratuitement.	C'est une évidence
#20. Tous les enfants de CE1 doivent apprendre à nager	Rendre l'apprentissage de la natation des scolaires aux maîtres nageurs de la Ville de Marseille Respecter les programmes de l'Education nationale "Savoir nager" à l'issue de l'école primaire. Pas clair sur les objectifs à atteindre

#21. La gratuité des transports en commun doit être garantie pour les sorties scolaires (sur la commune)

Gratuité des transports en commun pour les écoliers en sortie scolaire.

#22. La mise à disposition de cars pour les sorties scolaires (service spécialisé RTM) doit être assurée pour toutes les écoles du territoire.	
BÂTI – PLUS D'ÉCOLES MIEUX PENSÉES	
#23. URGENCE : Réparations, rénovation et construction des écoles publiques sur la base d'un diagnostic exhaustif, fiable et transparent (existant ou à faire / compléter) réalisé par des professionnels du bâtiment soumis aux conseils d'école et à compléter par un diagnostic d'usage.	Nous créerons un Pôle de Rénovation des Écoles Marseillaises (PREM) : il sera composé d'experts issus de la Ville de Marseille, des instances de l'Éducation nationale, des fédérations de parents d'élèves et des agents afin de diagnostiquer, étudier, programmer, rénover et construire.
#24. Un programme-type de l'école idéale marseillaise en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'école publique doit être élaboré .	
ENTRETIEN / MAINTENANCE	
#25. Une plate-forme pour la gestion des demandes de travaux et le suivi des opérations réalisées (~fix my school) doit être créée, avec workflow (notification, suivi, transparences, remarques, ...)	Service d'Etudes, de Suivi et d'Accompagnement des Travaux (SESAT) composé de techniciens municipaux apportant leur expertise dans l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles; l'objectif étant d'instaurer une première visite annuelle dans chaque école afin d'évaluer les besoins puis une seconde pour suivre l'évolution des travaux programmés dans le cadre du PREM.
#26. Une planification des commissions de sécurité doit être établie avec la possibilité pour les parents d'élèves d'y participer. Cette planification et les rapports de la commission seront consultables par tous les habitants.	
#27. Des postes d'Agent de Maintenance Mutualisé pour 6 écoles (à adapter en fonction des secteurs) doivent être créés pour une prise en charge optimisée des travaux d'entretien dans les écoles.	Service de Proximité d'Entretien des Ecoles en Difficultés (SPEED) géré par chaque mairie d'arrondissements qui dispose d'une brigade technique capable d'intervenir entre 6h00 et 20h00 du lundi au vendredi et de 08h00 à 12h00 le samedi matin.
QUALITÉ DE VIE À L'ÉCOLE	
#28. Établir un cahier des charges garantissant la qualité de vie des élèves et des personnels (qualité de l'air, sonore, matériaux sains, produits d'entretien et d'hygiène non toxiques) sera rédigé en partenariat avec tous les acteurs de l'école publique.	Nous lancerons les Etats Généraux des Écoles Marseillaises (EGEM) dès l'automne 2020, pour confirmer un diagnostic sur le bâti, les cantines et les aides aux fonctionnements, en associant tous les acteurs, notamment le personnel municipal qui mérite d'être écouté.
#29. Des outils de mesures et de contrôle de cette qualité doivent être mis en place. Une commission Hygiène et Qualité de vie, doit être créée. Elle sera composée de représentants enseignants, ATSEM1, parents, responsable municipal et se réunira 1 fois par an pour traiter de ces questions en particulier.	
#30. Un service en charge du contrôle de la qualité de vie dans les écoles doit être créé pour garantir le respect des règles et normes en vigueur.	
#31. La pollution extérieure aux abords des écoles doit être contrôlée. Des solutions pour diminuer cette pollution seront proposées (restriction de la circulation routière, piétonisation etc.) en partenariat avec les habitants des quartiers concernés.	

#32. Une système de filtration de l'air intérieur doit être installé dans chaque école et des détecteurs de CO2 dans toutes les classes.	pose de capteurs de surveillance de la qualité de l'air, de VMC
#33. Des systèmes de régulation de chauffage efficaces et adaptés aux bâtiments doivent être installés.	installation de pompes à chaleur (bio-climatisation chaud et froid) à la place des chauffages traditionnels Nous mettrons en place de manière progressive les pompes à chaleur qui puisent l'énergie présente dans l'air, l'eau ou encore la terre suivant le principe de la géothermie; la notion de climatisation écologique se retrouvant dans le fait que l'énergie en question est ensuite utilisée pour chauffer ou rafraîchir l'ensemble des bâtiments.
#34. Les produits d'entretien et d'hygiène ainsi que les matériaux et le mobilier dans les classes doivent être à faible émissivité ou naturels, afin de préserver la santé des enfants et des personnels. Ex : le savon fourni dans les écoles sera du savon de Marseille fabriqué dans les savonneries implantées localement. Un contrôle de la pollution de l'air intérieur sera mis en place.	
#35. Une transition doit être opérée pour passer du modèle de restauration scolaire en partenariat avec la Sodexo (sur la durée du contrat de la DSP en cours) à la re-municipalisation de la cantine. Cette transition sera pilotée intelligemment sans rompre les liens en circuit-courts qui ont pu être mis en place avec la Sodexo. Les cuisines seront re-sectorisées pour être au plus proche du tissu local et adapter la production aux élèves des écoles maternelles, ou élémentaires. Un maximum de produits locaux et bio seront proposés, en envisageant l'installation d'agriculteurs municipaux.	En se rapprochant du Marché d'Intérêt National (MIN) des Arnavaux, nous développerons pour nos cantines des circuits courts en lien avec les agriculteurs locaux grâce à une nouvelle convention, établie avec les cuisines centrales des prestataires , afin de privilégier davantage de repas bio parsemaine Remunicipalisation ?
#36. URGENCE : Dès la première année du mandat une Commission de travail doit être mise en place pour préparer la transition vers la re-municipalisation.	
#37. Une Commission des Cantines doit se réunir tous les mois pour faire le bilan du mois écoulé et co-élaborer les menus en partenariat avec les cuisiniers, agents municipaux, parents, diététicien indépendant et responsables municipaux de la restauration scolaire.	
#38. La vérification du respect du contrat et des engagements pris doit être réalisée en toute transparence par la Commission Écoles & Transparence.	
#39. Stop barquettes plastiques ! La préparation des repas et le service doivent être réalisés à l'aide d'ustensile et contenants en matériaux inertes tels que l'innox. Ces changements se feront en concertation avec les cuisiniers et agents municipaux.	
#40. La tarification doit être modifiée pour être progressive et s'adapter au revenu de chaque foyer (10-15 paliers).	
#41. Stop gaspi ! Le bilan établi chaque mois par la Commission des Cantines doit permettre d'adapter les quantités et les modes de préparation pour réduire au maximum le gaspillage.	
#42. Des relevés de décibels doivent être effectués dans chaque réfectoire et des travaux d'insonorisation nécessaires doivent être réalisés.	
#43. La taille des réfectoires sera adaptée au nombre de rationnaires dans chaque école.	Changement du mobilier et ré agencement de la majorité des réfectoires.
#44. Le taux d'encadrement de la pause méridienne doit être amélioré pour répondre à la norme AFNOR NFX50-220 : 1 pour 10 en maternelle et 1 pour 20 en élémentaire (cf. § 7. Personnel).	

<p>#45. Donner de l'espace aux usagers de l'école : des normes d'accueil (nombre de m2 et m3 par individu), doivent être redéfinies, l'existence et le bon dimensionnement d'espaces dédiés doit être garantie : bibliothèque, salle d'activités, dortoirs, toilettes, lavabos, réfectoires, salle informatique, salle de repos pour les agents, bureau des maîtres etc.</p>	
<p>#46. Aménager les cours de récréation pour garantir des zones d'ombre (arbres) et des abris contre la pluie.</p>	<p>Dans le cadre de l'opération «Prêt... Plantez !» : reverdir les cours d'école, expérimenter de nouveaux revêtements limitant les flots de chaleur et faire participer les enfants à des ateliers de végétalisation</p>
<p>#47. Un espace sieste adapté doit être installé dans chaque école maternelle afin de respecter le rythme biologique des enfants. La sécurité et le confort de cet espace seront définis (pas de lits superposés, confort des lits, rideaux occultants, insonorisation) et contrôlés régulièrement.</p>	
<p>#48. Un règlement doit être rédigé entre personnel de l'éducation nationale, la mairie, les syndicats de personnels et les associations de parents d'élèves, il fixera les règles de fonctionnement de l'école :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 ATSEM par classe de maternelle sur l'intégralité du temps scolaire (8h-17h), + un contingent de 300 agents volants • Taux d'encadrement du temps de cantine à 1/10 en maternelle et 1/20 en élémentaire (et 1/8 pour les enfants de moins de 3 ans) • Réorganisation du temps de travail des différents agents intervenant dans les écoles afin de redonner à chacun les missions correspondant à leur fiche de poste (cadre d'emploi) : <ul style="list-style-type: none"> □ ATSEM : cœur de métier = s'occuper des enfants (exemple: brigades matin/après-midi avec chevauchement sur le temps de cantine pour doubler le personnel présents sans avoir recours à des contractuels) □ ATE : assurent l'entretien quotidien des locaux (pas de sous-traitance au privé ou de DSP) et la surveillance sur le temps de cantine. 	<p>Nous lancerons les Etats Généraux des Écoles Marseillaises (EGEM) dès l'automne 2020, pour confirmer un diagnostic sur le bâti, les cantines et les aides aux fonctionnements, en associant tous les acteurs, notamment le personnel municipal qui mérite d'être écouté.</p> <p>Valorisation et requalification des fonctions des agents des écoles.</p> <p>Notre plus gros chantier en matière de ressources humaines. Il devient urgent de réfléchir à une nouvelle répartition des missions privilégiant le bien être des personnels: refonte des missions, dotation de matériel adapté, prise compte de la pénibilité, reconnaissance institutionnelle, accompagnement des personnels en arrêt, taux d'encadrement, lien avec l'éducation nationale ...</p> <p>Bénéfice du doute, on imagine que le taux d'encadrement sera traité au cours de ces EGEM</p>
<p>#49. Recrutement massif (retour de la brigade de volantes) et formation des personnels municipaux pour assurer le bien-être et la sécurité des enfants.</p>	
<p>#50. Fin du travail sur contrat précaire ou à temps partiel (imposé) – titularisation des agents contractuels</p>	
<p>#51. Formation des agents pour la prise en charge de TOUS les enfants (PAI, handicaps, troubles du comportement, DYS, etc.) sur le temps scolaire, temps de cantine et temps périscolaire en soutien (et surtout pas en remplacement!) aux Assistants de Vie Scolaire.</p>	
<p>MATÉRIELS</p>	
<p>#52. Les produits de première nécessité (savon, papier toilette, mouchoirs en papiers, dévidoirs papier, etc.) doivent être fournis en quantité suffisante par la Mairie.</p>	
<p>#53. Le matériel scolaire (papier, feutres, crayons etc.) doit être fourni intégralement par la Mairie : une hausse du budget par élève, avec un réévaluation du "bonus" aux zones prioritaires (actuellement, le bonus est de 3€ par élève) sera décidée en concertation avec les équipes pédagogiques.</p>	

#54. Les délais d'approvisionnement des fournitures scolaires doivent être gérés pour garantir le bon fonctionnement de toutes les écoles.	
#55. Les marchés pour l'approvisionnement des matériels pédagogiques et autres doivent être revus en concertation avec ceux qui les utilisent et doivent être choisis en toute transparence par la Commission Écoles et Transparence. Des critères d'éco-responsabilité et d'innocuité seront pris en compte.	
#56. Une gestion efficace du parc informatique par du personnel municipal formé doit être mise en place pour subvenir aux besoins de chaque école définis en concertation avec les équipes pédagogiques (matériel standard en nombre suffisant + logiciels libres + connexion fibre) .	<p>Nous créerons un espace numérique doté de nouveaux postes informatiques dans chaque école Création d'un espace numérique doté de 15 postes, 15 tablettes, d'un vidéo projecteur et d'un tableau numérique bénéficiant du plus haut débit.</p> <p>Logiciels libres ? Concertation ? Personnel municipal ?</p>
PÉRISCOLAIRE	
#57. Le projet Éducation de Territoire (PEDT) doit être élaboré en concertation entre l'Éducation Nationale, les parents et la Ville en s'appuyant sur les compétences des associations locales (qui seront subventionnées correctement pour assurer leurs activités). Des animateurs qualifiés seront recrutés par la Ville sur des emplois stables et correctement rémunérés. Fin des contrats précaires.	<p>Développer les actions du Projet Éducatif de Territoire (PEDT) dans les quartiers REP, REP+ et politique de la ville.</p> <p>Et dans les autres quartiers ? Statut des animateurs ? Concertation ?</p>
#58. Les mêmes conditions d'accueil périscolaire doivent être garanties pour les enfants sur l'ensemble du territoire (horaires 7h30 - 8h30 et de 16h30 - 18h30, tarifs, qualité)	
#59. Des activités sur le temps méridien doivent être organisées, dans toutes les écoles, avec des personnels qualifiés et correctement rémunérés.	
#60. L'inscription des enfants à la journée doit être possible. Des conditions d'annulation des inscriptions doivent être redéfinies.	
#61. Une tarification progressive doit être mise en place en fonction du revenu des parents. L'objectif étant de parvenir à la gratuité du périscolaire pour tous les enfants.	
#62. Un goûter sain et équilibré (produits locaux et bio) doit être fourni à tous les enfants de maternelle.	
#63. Un programme de financement de classes de découverte doit être lancé : chaque enfant aura l'occasion de participer à une classe de découverte au moins une fois au cours de sa scolarité.	
#64. Des activités périscolaires doivent être organisées autour de la découverte de la ville et de son environnement (île du Frioul, musées, port, plage, calanques)	